

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Prix : moindre contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et ralentissement de la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en août

Réserves de change : croissance continue des réserves de change en août

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relations US – Chine : les Etats-Unis prêt à restreindre les importations de coton et de tomates du Xinjiang

Relations US-Chine : le département de la Défense américain annonce un possible placement de Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC) sur l'entity list du département du Commerce

Chaînes de valeur : le gouvernement coréen a adopté des mesures pour encourager les entreprises implantées en Chine à relocaliser leur production

Investissements chinois en Europe : un rapport de la Cour des comptes européenne dénonce le non-respect des règles communautaires par 15 Etats membres concluant des accords bilatéraux avec la Chine dans le cadre de BRI

Chiffres actualisés du commerce bilatéral : hors aéronautique, augmentation de 2,7 % des exportations françaises vers la Chine sur les sept premiers mois de l'année

Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-juillet 2020

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Climat des affaires – Position paper de la EUCCC : les entreprises européennes en Chine regrettent un manque de réciprocité et un environnement des affaires toujours plus politisé

Climat des affaires : le sondage d'AmCham Shanghai montre des entreprises plus pessimistes quant aux tensions bilatérales mais restant engagées sur le marché chinois

Propriété intellectuelle : la SAMR publie le projet de réglementations sur la protection de secrets commerciaux

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Santé : la Chine met à l'honneur ses projets de vaccins les plus prometteurs

Automobile : la croissance des ventes de véhicules a accéléré en août

Diplomatie : Wang Yi présente une initiative internationale visant à contrer le projet « Clean Network » américain

Electronique : d'anciens cadres de la tech chinoise créent un nouveau de soutien au secteur des semi-conducteurs

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : publication d'un plan d'action (2020-2025) pour la protection et la restauration des mangroves

Développement durable : pour la première fois, deux administrations relevant du Conseil des affaires d'Etat vont faire l'objet d'une enquête de l'inspection environnementale

Risques industriels : deuxième fuite de pétrole brut d'une usine Changqing en un mois

Aéronautique : Publication du « position paper » annuel du groupe de travail de la Chambre de Commerce de l'Union Européenne en Chine



Aéroports : plus d'un milliard de RMB de pertes cumulées au premier semestre 2020 pour Pékin Capital et Shanghai Pudong et poursuite des projets de construction de nouvelles infrastructures dans le pays

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Jiangsu : 38 villes sur 100 au classement 2019 des villes les plus compétitives de Chine

Anhui : création d'un centre de propriété intellectuelle à Hefei

Zhejiang : la ville de Jiaxing signe 40,5 Mds CNY d'investissements

Pékin : des tests de véhicules autonomes sont ouverts au grand public à Pékin

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

HONG KONG :

Les mesures de distanciation sociale sont de nouveau prolongées, jusqu'au 17 septembre avec l'assouplissement de 3 mesures à partir du 11 septembre ; possibilité envisagée de créer des « bulles de voyage » avec une 10^{aine} de pays

La HKMA demande aux banques de prolonger de nouveau de 6 mois, jusqu'en avril 2021, le délai de remboursement des prêts

Tonnage de marchandises en recul de 2,9% au port de Hong Kong

La Cour d'appel de Hong Kong rejette le dernier recours en appel de 24 chauffeurs Uber qui ont été reconnus coupables de transport illégal de passagers

Le gouvernement américain a vendu le complexe résidentiel qu'il détenait depuis 1948

Bourse : HSI communique sur les performances RSE des entreprises et met à disposition des rapports sur chacune d'entre elles ; possible extension du *Stock connect* annoncée par la Chine le 6 septembre ; L'indice HSI a intégré lundi 7 septembre trois nouvelles valeurs Alibaba Group Holding, Xiaomi et WuXi Biologics ; 24 entreprises dont Ant Group ont déposé des dossiers auprès de la bourse de Hong Kong depuis le 1^{er} août et Yum China et Nongfu ont finalisé leurs opérations cette semaine.

MACAO : hausse des dépôts bancaires ; projet de ligne de transport léger sous terrain

TAIWAN ([ici](#))

Fintech : le nombre d'utilisateurs des paiements électroniques augmente de près de 75% en un an pour atteindre les 10 M

Commerce extérieur : forte progression de l'excédent commercial sur les huit premiers mois

Plan national de développement des infrastructures : rééquilibrage des dépenses en faveur du numérique

CONJONCTURE

Prix : moindre contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et ralentissement de la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en août

L'évolution de l'IPP confirme la tendance à une moindre contraction, à -2,0% en août contre -2,4% en juillet. La moindre contraction du sous-indice du secteur extractif (-5,8% en août contre -7,1% en juillet) explique principalement cette évolution. Pour mémoire, le taux de croissance de l'IPP s'infléchit nettement depuis juin 2018, date à laquelle il atteignait +4,7%. Cette contraction signale une demande en baisse pour la production industrielle et une diminution des profits pour le secteur manufacturier. La croissance de l'IPC a ralenti, passant de +2,7% en g.a. en juillet à +2,4% en août. Cette baisse s'explique par l'évolution des composantes volatiles – ralentissement de l'inflation du porc (+52,6% en août contre +85,7% en juillet) par rapport au niveau inflationniste de l'année 2019 ; alors que les légumes ont enregistré une hausse continue (+11,7% en août contre +7,9% en juillet) en lien avec les inondations survenues en Chine du Sud. L'objectif d'inflation pour 2020, fixé par les autorités lors des assemblées législatives de mai, est de +3,5%. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) se stabilise à +0,5% à fin août, alors qu'elle oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010.

Réserves de change : croissance continue des réserves de change en août

D'après les données publiées par la SAFE le 7 septembre, les réserves de change ont augmenté continûment de 10,2 Mds USD (+0,3% en g.a.) en août, passant de 3154 à 3165 Mds USD, soit le niveau le plus élevé depuis septembre 2016. Cette variation est imputable à l'appréciation des principales devises face au dollar qui se déprécie fortement de 10% à moins de 92 par rapport au niveau élevé qu'il avait atteint en mars (102,7 le 19 mars).

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations US – Chine : Les Etats-Unis prêt à restreindre les importations de coton et de tomates du Xinjiang

Le service des Douanes et de la Protection des frontières des États-Unis (CBP) a préparé des mesures afin bloquer les importations de coton et de tomates ainsi que de leurs dérivés en provenance du Xinjiang, ces produits risquant d’avoir été récoltés par de la main d’œuvre soumise au travail forcé. L’annonce de la mise en œuvre devait avoir lieu le 8 septembre mais a été reportée. Ces mesures prendront la forme de *Withhold Release Orders* (WRO ou ordres de refuser la mainlevée de marchandises), qui ne sont pas des interdictions d’importation *stricto sensu* : le CBP a le pouvoir de réexporter ou de détruire les marchandises si ce dernier estime qu’elles ont été fabriquées en usant de travail forcé. Le CBP a déjà émis des WRO à l’encontre de trois entreprises chinoises en août dernier et compte en émettre six autres¹ cette semaine.

D’après un fonctionnaire du CBP cité par [Reuters](#), ces mesures devraient couvrir « toute la chaîne de valeur du coton, des fils aux vêtements, mais aussi des tomates, concentré de tomates et autres exports en provenance de la région ».

L’impact de ces mesures ne pourrait être que limité car d’après un négociant en coton cité par Reuters la Chine pourrait utiliser le coton importé (9,2 Mds USD en 2019) afin de fabriquer des produits textiles sans coton du Xinjiang vers les Etats-Unis et utiliser le coton du Xinjiang pour la production domestique. Cela pourrait toutefois avoir un impact sur l’industrie textile des pays d’Asie du Sud-Est qui importe une part non-négligeable de coton chinois² (dont 84 % serait produit au Xinjiang d’après un [rapport](#) de 2019). La Chine a exporté 14,1 Mds USD de coton en 2019, principalement vers le Bangladesh (2,3 Mds USD, 16,5 % de part de marché), le Vietnam (1,9 Md USD avec 13,5 % de part de marché) et les Philippines (900 M USD avec 6,5 % de part de marché). La part de coton étant exporté vers les Etats-Unis (258 M USD avec 1,8 % de part de marché) et la France (6 MUSD, 0,04 % de part de marché) reste faible, la plupart du coton étant transformé en Chine ou en Asie du sud-est avant d’être exporté.

Concernant les tomates et les sauces fabriquées à base de tomate, la Chine en a exporté 715 MUSD dans le monde en 2019, principalement vers l’Italie (69 MUSD, 9,2 % de part de marché), le Nigéria (63 MUSD, 8,6 % de part de marché) et la Russie (56 MUSD, 7,5 % de part de marché). Seulement 1,3 MUSD (0,2 % de part de marché) a été exporté vers les Etats-Unis.

Relations US-Chine : le département de la Défense américain annonce un possible placement de Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC) sur l’*entity list* du département du Commerce

Le 5 septembre 2020, le Département de la défense américain a annoncé un possible placement de Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC) sur l’*entity list* du département du Commerce, à l’instar de Huawei, présent sur la liste depuis mai 2019. SMIC est accusé d’entretenir des liens avec le complexe industrialo-militaire chinois.

¹ Xinjiang Production and Construction Corps, Xinjiang Junggar Cotton and Linen Co, Hefei Bitland Information Technology Co., Yili Zhuowan Garment Manufacturing Co., Baoding LYSZD Trade and Business Co., Lop County Hair Product Industrial Park et Lop County No. 4 Vocational Skills Education and Training Center

² Selon les douanes vietnamiennes, le Vietnam a importé 25,7 % de coton chinois en 2019 (1,3 Md).

Toutes les entités qui souhaiteront vendre à SMIC des biens contrôlés en vertu de la réglementation américaine relative aux exportations de biens à double usage (Export Administration Regulations – EAR), devront solliciter une autorisation préalable, sous forme de licence individuelle, auprès du Bureau of Industry and Security du département du Commerce. Pour rappel, les EAR s’appliquent aux exportations, aux réexportations et aux transferts à l’intérieur d’un pays de biens à double usage (i) en provenance des États-Unis ; (ii) d’origine américaine ou dont le taux de composants d’origine américaine dépasse un certain seuil ; ou (iii) produits à partir de certaines technologies ou de certains équipements d’origine américaine.

En tant que principal fondeur national, SMIC bénéficie d’un fort soutien public. En mai dernier, le groupe a obtenu près de 2 Mds EUR de financements via deux fonds publics. Introduite au STAR Market de Shanghai le 16 juillet dernier, SMIC a levé 7,6 Mds USD, grâce notamment aux perspectives de croissance du groupe associées à un soutien public massif. Ces mesures de soutien, notamment fiscales, annoncées début août par le gouvernement central, devraient particulièrement bénéficier à SMIC, de même que l’ambitieux plan de soutien au secteur des semi-conducteurs qui pourrait être intégré au prochain plan quinquennal. Néanmoins, sur les nœuds avancés (7 nm et inférieur), SMIC accuse un retard technologique de quatre à cinq ans sur le taïwanais TSMC. La mise en production de masse des puces 14 nm par SMIC témoigne effectivement du franchissement d’un seuil significatif dans la montée en compétence chinoise mais le procédé suivant « N+1 » initialement annoncé pour fin 2020 ne présenterait pas les mêmes caractéristiques que « le vrai 7 nm », de l’aveu du PDG de SMIC.

En outre, SMIC dépend fortement d’équipementiers et de logiciels de conception de puces (EDA) étrangers, notamment américains, ainsi que des machines de lithographie produites par ASML (Pays-Bas) mais contenant de la propriété intellectuelle américaine. Les sanctions contre SMIC pourraient donc brutalement freiner le développement technologique du groupe ; elles toucheraient également les acteurs étrangers, qu’ils soient clients ou fournisseurs de SMIC. 10 de ses 30 premiers fournisseurs sont américains (LAM, KLA Corp, Applied Materials, etc.) et les sanctions représenteraient également pour eux un manque à gagner conséquent . En outre, SMIC compte de nombreux clients américains tels que Qualcomm , Broadcom, et Texas Instruments, lesquels devront trouver des fournisseurs alternatifs.

Chaînes de valeur: le gouvernement coréen a adopté des mesures pour encourager les entreprises implantées en Chine à relocaliser leur production

Selon le [Financial Times](#), le gouvernement coréen a récemment adopté certaines mesures afin d’encourager les entreprises implantées à l’étranger – particulièrement celles en Chine - à relocaliser leurs usines vers la Corée du Sud. Les mesures comprennent notamment des [subventions de relocalisation](#) pouvant atteindre jusqu’à 17 MUSD par entreprise ainsi que des rabais fiscaux et des aides financières sur la robotisation et la R&D.

8 % des PME seraient intéressées de relocaliser en Corée du Sud, selon un sondage mené par l’association industrielle K-Biz auprès de 200 PME coréennes ayant des succursales en Chine et au Vietnam. Les freins à la relocalisation seraient entre autres un coût du travail trop élevé au pays du matin calme, ainsi qu’une trop forte protection sociale.

En juillet, le gouvernement japonais a accordé 653 MUSD de subventions à 87 entreprises pour que celles-ci transfèrent leurs lignes de production de la Chine vers le Japon ou vers l’Asie du Sud-Est ([voir les brèves de la semaine du 20 juillet](#)).



Investissements chinois en Europe : Un rapport de la Cour des comptes européenne dénonce le non-respect des règles communautaires par 15 Etats membres concluant des accords bilatéraux avec la Chine dans le cadre de BRI

Selon un [rapport](#) de la Cour des comptes européenne publié le 10 septembre, 15 des 27 Etats membres³ de l'UE ont enfreint les règles de l'Union en concluant des accords commerciaux bilatéraux avec la Chine dans le cadre de la *Belt and Road Initiative* (BRI). La Commission n'a pas été consultée avant la conclusion de ces accords, violant ainsi une décision du Conseil de 1974 selon laquelle les Etats membres de l'UE doivent informer la Commission des "accords de coopération" relatifs aux partenariats économiques ou industriels avec des pays tiers.

Le rapport recommande à l'UE d'adopter une approche plus unifiée dans ses relations avec la Chine ainsi que plus de transparence concernant les investissements chinois dans l'Union.

Chiffres actualisés du commerce bilatéral : hors aéronautique, augmentation de 2,7 % des exportations françaises vers la Chine sur les sept premiers mois de l'année

Selon les douanes françaises, sur les sept premiers mois de l'année, les exportations françaises vers la Chine ont chuté de 27,7 % en glissement annuel pour atteindre 8,8 Mds EUR (-48,0 % en janvier ; -36,5 % en février ; -10,8 % en mars ; -25,4 % en avril ; -39,3 % en mai ; -16,8 % en juin ; -6,1 % en juillet).

Hors ventes aéronautiques, les exportations ont cependant augmenté de 2,7 % sur les sept premiers mois (à 7,8 Mds EUR). Les ventes du secteur aéronautique se sont en effet effondrées (-78,2 % à 984 MEUR) et ne représentent que 11,1 % de nos ventes (à comparer à 37,1 % entre janvier et juillet 2019). Les exportations de véhicules automobiles ont été quasiment nulles (-95,0 % à 3,2 MEUR).

En revanche, les exportations de produits pharmaceutiques ont bondi (+16,3 % à 949 MEUR) sur les sept premiers mois. **Les exportations des secteurs agricoles et agroalimentaires ont augmenté** (+15,1 % à 1,7 Md EUR) tirées par la forte hausse des exportations de viande (+34,6 % à 244 MEUR) et des produits de la culture et de l'élevage (+299,9 % à 456 MEUR). **Les exportations de produits chimiques, cosmétiques et de parfum** (+7,8 % à 1,5 Md EUR) **ont également été dynamiques.**

Les importations françaises de biens chinois ont augmenté sur les sept premiers mois (+5,2 % à 31,3 Mds EUR) **en lien avec l'explosion des importations de produits textiles et d'habillement** (+45,4 % à 8,0 Mds EUR), **dont font partie les masques** (de 123 MEUR en 2019 à 3,8 Mds EUR en 2020), et l'augmentation des importations de produits informatiques (+2,0 % à 7,9 Mds EUR grâce à une remontée en juillet : +20,6 % à 1,3 Md EUR). Les importations d'équipements électriques et ménagers ont en revanche diminué (-7,5 % à 3,5 Mds EUR)

Echanges de biens entre la France et la Chine entre janvier et août 2020

	Montant (Mds EUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	40,8	-4,1 %
Exportations françaises	8,8	-27,3 %
<i>Matériel de transport</i>	<i>1,1</i>	<i>-76,7 %</i>

³ Bulgarie, République Tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Lettonie, Croatie, Estonie, Grèce, Lituanie, Slovénie, Malte, Italie et Luxembourg.

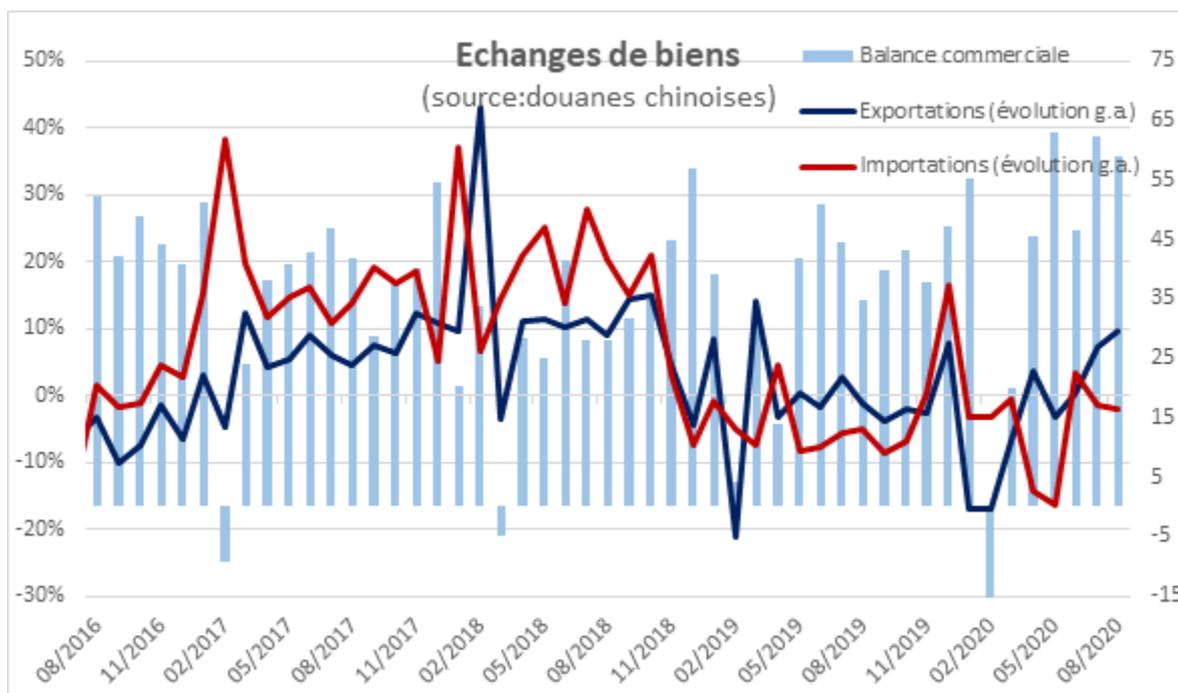
Agricole et agroalimentaire	1,7	+15,1 %
Chimie, parfums, cosmétiques	1,5	+7,8 %
Importations françaises	31,3	+5,2 %
Informatique, électronique	7,9	+2,0 %
Textile, habillement, chaussures	8,0	+45,4 %
Equip. électriques et ménagers	3,5	-7,5 %
Balance commerciale	-22,5	+27,8 % (augmentation du déficit de 4,9 Md EUR)

Commerce extérieur de la Chine pour le mois d'août 2020 (source : douanes chinoises)

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	411,6	+4,2 %
Exportations chinoises	235,3	+9,5 %
Importations chinoises	176,3	-2,1 %
Balance commerciale	58,9	+69,2 % <i>(augmentation de la balance commerciale de 24,1 Mds USD)</i>

Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-juillet 2020 (source : douanes chinoises)

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	2854,2	-3,6 %
Exportations chinoises	1571,6	-2,3 %
Importations chinoises	1282,6	-5,2 %
Balance commerciale	289,1	+10,4 % <i>(augmentation de la balance commerciale de 27,2 Mds USD)</i>



Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-août 2020 (source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	183,9	14,3	+3,9 %
Union européenne	156,0	12,2	-6,8 %
<i>dont Allemagne</i>	63,1	4,9	-10,0 %
<i>dont France</i>	17,2	1,3	-17,8 %
Taiwan	121,2	9,4	+10,6 %
Japon	109,2	8,5	-1,4 %
Corée du Sud	108,9	8,5	-4,1 %
États-Unis	78,2	6,1	-2,9 %
Australie	75,8	5,9	-7,5 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-août 2020 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	266,1	16,9	-3,6
Union européenne	245,0	15,6	+2,1
ASEAN	232,7	14,8	+3,7

Hong Kong	160,9	10,2	-8,5
Japon	91,0	5,8	-2,7
Corée du Sud	70,8	4,5	-3,1

Selon les chiffres préliminaires des douanes chinoises pour le mois d'août, les exportations ont continué leur ascension avec une augmentation de 9,5 % en g.a.. Les importations ont quant à elles diminué de 2,1 %. La balance commerciale de la Chine a augmenté de 24,1 Mds USD pour atteindre 58,9 Mds USD.

Sur les huit premiers mois de 2020, aussi bien les exportations (-2,3 % à 1 571,6 Mds USD) que les importations (-5,2 % à 1282,6 Mds USD) ont baissé. Le total des échanges a diminué de 3,6 %.

En août, les **exportations chinoises** ont augmenté vers la plupart des partenaires importants, notamment vers les Etats-Unis (+20,0 % à 44,8 Mds USD), l'ASEAN (+12,9 % à 33,9 Mds USD), la Corée du Sud (+6,0 % à 8,9 Mds USD) et l'Australie (+24,4 % à 4,5 Mds USD). A l'inverse, les exportations vers l'Union européenne (-6,5 % à 35,7 Mds USD), Hong Kong (-3,0 % à 22,9 Mds USD), le Japon (-0,8 % à 11,6 Mds USD) et l'Inde (-11,1 % à 6,2 Mds USD) ont baissé.

Les exportations de produits électriques et mécaniques ont augmenté (+11,8 % à 137,9 Mds USD) de par la hausse des exportations de circuits-intégrés (+10,9 % à 10,3 Mds USD) et des ordinateurs (+41,7 % à 18,6 Mds USD). Celles de produits high-tech (+11,9 % à 67,1 Mds USD) et de produits textiles (+47,0 % à 14,7 Mds USD) ont également été dynamiques. Les exportations d'acier (-23,7 % à 3,2 Mds USD) et de pétrole raffiné (-38,8 % à 1,5 Md USD) ont continué de chuter.

Sur les huit premiers mois, les exportations n'ont augmenté qu'à destination de certains pays dont les pays de l'ASEAN (+3,7 % à 232,7 Mds USD), l'Australie (+7,5 % à 32,1 Mds USD), Taiwan (+8,1 % à 37,8 Mds USD) et vers l'Union européenne (+2,1 % à 245,0 Mds USD). Les exportations ont diminué vers les Etats-Unis (-3,6 % à 266,1 Mds USD), le Japon (-2,7 % à 90,9 Mds USD) et vers la Corée du Sud (-3,1 % à 70,8 Mds USD).

Les exportations de produits high-tech (+2,2 % à 465,7 Mds USD) et de produits électroniques (-1,0 % à 920,2 Mds USD) ont été stables, celles de circuits intégrés (+11,3 % à 71,5 Mds USD) et d'équipement médicaux (+46,1 % à 12,0 Mds USD) dynamiques.

En août, les **importations** chinoises en provenance de l'Union européenne (-9,6 % à 22,4 Mds USD), des Etats-Unis (-20,9 % à 10,5 Mds USD), de la Corée du Sud (-18,2 % à 14,3 Mds USD) et du Japon (-9,6 % à 14,2 Mds USD) ont chuté. Celles en provenance des pays de l'ASEAN (+9,3 % à 25,9 Mds USD), de Taiwan (+17,9 % à 18,7 Mds USD), de Singapour (+32,6 % à 3,6 Mds USD) et d'Inde (+36,3 % à 2,1 Mds USD) ont été dynamiques.

Parmi les principaux postes, les importations de produits électroniques et mécaniques (+1,9 % à 81,3 Mds USD), de produits *high-tech* (+5,0 % à 59,0 Mds USD) et de produits agricoles (+2,6 % à 13,6 Mds USD) sont en hausse, tirées par les importations de viandes (+52,2 % à 2,3 Mds USD) .

Sur les huit premiers mois de 2020, les importations en provenance de l'Union européenne (-6,8 % à 156,0 Mds USD), des Etats-Unis (-2,9 % à 78,2 Mds USD) et de la Corée du Sud (-4,1 % à 109,0 Mds USD) ont diminué. Celles en provenance des pays de l'ASEAN (+3,9 % à 183,9 Mds USD) et de Taiwan (+10,6 % à 121,2 Mds USD) ont mieux résisté.



Les importations de produits *high-tech* (+2,5 % à 405,1 Mds USD) ont augmenté notamment du fait du dynamisme des importations de circuits intégrés (+11,8 % à 215,1 Mds USD). Les importations de produits agricoles (+12,1 % à 109,2 Mds USD) et de minerais de fer (+7,5 % à 70,6 Mds USD) ont également augmenté. En revanche, les importations de produits mécaniques et électriques (-0,9 % à 581,8 Mds USD) ont stagné et celles de pétrole brut (-23,8 % à 121,0 Mds USD) ont continué de chuter.

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

Climat des affaires – *Position paper* de la EUCCC : les entreprises européennes en Chine regrettent un manque de réciprocité et un environnement des affaires toujours plus politisé

La Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine (EUCCC) a présenté cette semaine son [position paper](#). La Chambre dénonce toujours, malgré une diminution des listes négatives, des ouvertures « insuffisantes et incomplètes » du fait de barrières secondaires⁴ et du rôle des SOEs qui sont confortées comme pilier de l'économie chinoise⁵.

La Chambre regrette la politisation accrue des affaires en Chine. Près de la moitié des membres estiment ainsi que, en une année seulement, l'environnement des affaires chinois est devenu plus politisé (43 % ; 10 % seulement estiment qu'il l'est moins), que les pressions viennent de la part du gouvernement et des médias chinois ou, dans une moindre mesure, de leurs homologues européens⁶.

La Chambre appelle par ailleurs à un renforcement de la transparence et de la sécurité juridique pour un développement plus durable de l'économie. Une insécurité juridique caractérisée par un manque de cohérence, de prévisibilité et de transparence dans les procédures porterait ainsi préjudice à long-terme, du fait de la fragilité des institutions⁷, à l'attractivité de la Chine.

Dans le contexte des tensions commerciales, du découplage technologique amorcé par les Etats-Unis, de la volonté de certains gouvernements de réduire la dépendance de leur économie à la Chine, et malgré les difficultés qu'elles rencontrent, les entreprises européennes sont loin d'avoir l'intention de quitter la Chine : selon les dernières enquêtes d'opinion de la Chambre auprès de ses membres, 11 % seulement y songeraient (soit un chiffre inférieur à la moyenne des dix dernières années). Dans le contexte post-covid, certaines multinationales devraient logiquement être amenées à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement (ce qui se traduirait par un investissement moindre en Chine au profit d'autres géographies) mais à l'inverse, celles qui misent sur le marché local pourraient renforcer leurs investissements sur place afin d'éviter les perturbations des chaînes de valeur globales.

L'Union européenne ne peut cependant plus se permettre de continuer « son approche naïve dans ses relations avec Pékin » et doit déployer face au manque de réciprocité des mécanismes plus solides (en particulier le mécanisme de screening des investissements étrangers et la mise en place de l'instrument sur les marchés public internationaux). L'UE devrait par ailleurs se focaliser sur les plateformes multilatérales existantes (OMC en particulier) pour éviter que la Chine s'engage avec les pays tiers via ses propres mécanismes (17+1 par exemple). La signature d'un accord global d'investissement UE-Chine ambitieux serait la meilleure voie pour atteindre une plus grande réciprocité entre les entreprises européennes et chinoises.

⁴ D'après l'enquête de confiance de 2020, les entreprises européennes font face à deux fois plus d'obstacles indirects que d'obstacles directs. Par ailleurs, Il existe en sus de la liste négative une « *market access negative list* » dont la plupart des éléments requièrent une autorisation.

⁵ 48 % des entreprises membres de la Chambre, +7 pts par rapport à 2019, s'attendent à ce que les SOEs continuent à obtenir davantage d'opportunités au détriment du secteur privé

⁶ Parmi les entreprises qui estiment l'environnement des affaires plus politisé : 47% de la part du gouvernement chinois ; 44 % de la part des médias chinois ; 19 % de la part des médias internationaux ; 10 % de la part de la Commission européenne

⁷ Ce besoin de plus fortes institutions était déjà recommandé dans le rapport « *China 2030 : Building a modern, harmonious and creative society* » produit par le *China Development Research Council* et la Banque mondiale.



Climat des affaires : Le sondage d'AmCham Shanghai montre des entreprises plus pessimistes quant aux tensions bilatérales mais restant engagées sur le marché chinois

La branche de Shanghai de la Chambre de commerce américaine en Chine (AmCham) a publié le 9 septembre son [Business Report](#) 2020 pour lequel elle a sondé 346 entreprises membres entre le 16 juin et le 16 juillet.

Les entreprises américaines sont de plus en plus pessimistes quant aux tensions sino-américaines, 50 % pensent que les tensions dureront au moins pendant 3 ans (contre 30 % en 2019), 27 % estimant qu'elles dureront indéfiniment (13 % en 2019).

Elles restent cependant attachées au marché chinois : 79 % (+5 points) ont déclaré ne pas vouloir changer la répartition géographique de leurs investissements. En revanche, le nombre d'entreprise souhaitant augmenter leurs investissements en Chine diminue (29 % contre 47 % en 2019).

La part des entreprises ayant relocalisé une partie de leur production est importante, 4 % des membres ont déclaré avoir déplacé une partie de leur production aux Etats-Unis, 14 % vers d'autres pays.

L'environnement réglementaire de la Chine semble s'améliorer, en particulier concernant l'obtention des licences, de moins en moins d'entreprises déclarant une difficulté dans ce domaine (40 % ; -17 points). Le manque de protection de la propriété intellectuelle demeure une préoccupation majeure pour les membres (54 % des membres le citant comme un obstacle).

Propriété intellectuelle: la SAMR publie le projet de réglementations sur la protection de secrets commerciaux

Le 4 septembre, l'administration de la Réglementation du Marché (SAMR) a publié [le projet de réglementation](#) (ci-dessous « le projet ») sur la protection de secrets des affaires, ouverts aux commentaires publics jusqu'au 18 octobre.

Les « secrets des affaires » sont définis par le projet comme « les informations techniques ou commerciales, qui portent une valeur commerciale, qui ne sont pas connues par le public, et qui sont soumises aux mesures de protection correspondantes mises en place par les titulaires ».

Certains éléments dans le projet vont dans le sens des amendements à la loi contre la concurrence déloyale entrée en vigueur en avril 2019 ([voir brèves de la semaine du 29 avril 2019](#)), notamment:

- La définition de la « violation des secrets des affaires » a été élargie, sont inclus dans la définition : l'acquisition des secrets des affaires par l'intrusion électronique, la corruption et la fraude, l'incitation, la persuasion, et l'aide à l'autrui visant à divulguer les secrets commerciaux ;
- Le projet allège la charge de la preuve pour les titulaires des secrets des affaires, tout en alourdissant les sanctions pour les contrevenants ;
- Le projet impose sur les personnels des autorités chinoises une obligation de protéger les secrets des affaires des titulaires.

Néanmoins, deux aspects du projet méritent une attention particulière:

- Le projet manque de clarté quant à la nationalité du titulaire ou au lieu où a été développé le secret. Le champ d'application ne semble porter que sur les secrets des affaires développés en Chine : cela pourrait ainsi limiter la marge de manœuvre des entreprises étrangères dans les actions qu'elles souhaiteraient tenter
-



- Le projet prévoit une large gamme de situations exceptionnelles sous lesquelles les secrets des affaires pourront être divulgués, si la divulgation a pour objectif la protection de l'environnement, de la santé publique, de la sécurité publique, de l'intérêt social ou de l'intérêt de l'Etat. Une définition de ces notions serait la bienvenue pour une plus grande sécurité juridique.

La publication du projet répond également à l'attente de l'accord de phase 1 entre les Etats-Unis et la Chine signé en janvier 2020, qui exige de la Chine qu'elle renforce sa protection des secrets des affaires ([voir brèves de la semaine du 13 janvier 2020](#)).

Une fois entrées en vigueur, la réglementation sur la protection des secrets des affaires remplaceront les mesures contre la violation des secrets des affaires, datées de 1998.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Santé : la Chine met à l'honneur ses projets de vaccins les plus prometteurs

Premier événement de cette ampleur organisé en Chine depuis le début de la pandémie de covid-19, la China International Fair for Trade in Services (CIFTIS) a été l'occasion pour la Chine de présenter, lors de la cérémonie d'ouverture, les candidats-vaccins de Sinopharm et Sinovac, parmi les plus avancés à l'échelle internationale. Selon le Conseil des Affaires de l'Etat (29 août 2020), quatre projets de vaccins chinois, menés par trois entreprises distinctes, sont actuellement en phase 3 de tests cliniques.

L'épidémie étant pour l'essentielle sous contrôle en Chine (les rares nouveaux cas sont en grande majorité importés), les développeurs de nouveaux vaccins nouent des partenariats avec des pays tiers pour tester l'efficacité de leurs vaccins dans des zones où le virus circule activement.

Le 24 juin, le Conseil des Affaires d'État a approuvé le « Plan d'utilisation en urgence du vaccin contre COVID-19 ». Depuis le 22 juillet, l'utilisation en urgence du vaccin a été officiellement autorisée « à petite échelle », notamment pour certains employés d'entreprises publiques chinoises travaillant à l'étranger, le personnel médical, le personnel de prévention des épidémies, et le personnel d'inspection aux frontières. Cette disposition a néanmoins vocation à s'étendre à une population beaucoup plus large, incluant les « employés des marchés, de la sécurité routière et des services ». Par ailleurs, une campagne de tests d'un candidat vaccin au COVID-19 va être conduite sur un groupe d'employés volontaires âgés du secteur aviation civile (pilotes, personnels navigants commerciaux, personnels au sol), d'après une circulaire de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) qui n'a pas été rendue publique mais dont la presse s'est fait l'écho.

Tableau (non-exhaustif) récapitulatif des projets de vaccins chinois actuellement en phase 3

Projet de vaccin	Méthode utilisée	Entreprises dont le personnel participe aux essais	Pays de tests	Echéance annoncée	Capacités de production annoncées (doses/an)
CanSino (Beijing Institute of Biotechnology)	Vaccin recombinant (Ad5-nCoV)	Armée Populaire de Libération (dont casques bleus chinois à l'étranger)	<ul style="list-style-type: none"> • Russie • Pakistan • Arabie Saoudite • Mexique <i>Le projet de mener des tests au Canada aurait été abandonné à cause des « tensions entre les deux pays ».</i>		300 M
Sinovac (Biotec Co Ltd)	Vaccin inactivé		Indonésie, Brésil, Bangladesh, Turquie		300 M
Sinopharm	Vaccin inactivé	<ul style="list-style-type: none"> • Sinopharm 	<ul style="list-style-type: none"> • Indonésie • Brésil, 	« mise sur me marché	200 M (plans

<p><i>Deux projets de vaccin distincts sont menés parallèlement par Sinopharm, l'un avec Wuhan Institute of Biological Products, l'autre avec Beijing Institute of Biological Products.</i></p>		<ul style="list-style-type: none"> • Chinese Railway Construction Company (CRCC) • Phoenix TV • Huawei <p><i>Des « centaines de milliers » de personnes auraient déjà été vaccinées selon Sinopharm</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Bahreïn, • Emirats Arabes Unis • Maroc • Pérou • Argentine • Jordanie • Serbie • Pakistan 	<p>fin décembre »</p>	<p>d'expansion pour 300 M, voire 1 Md)</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------	--------------------------------------------

Automobile : la croissance des ventes de véhicules a accéléré en août

Selon les [chiffres](#) de la China Association of Automobile Manufacturers (CAAM), 1,76 M de véhicules particuliers ont été vendus en Chine en août, soit une augmentation de 6,0% par rapport à août 2019. Les résultats des ventes de véhicules à énergie nouvelle (VEN) sont particulièrement encourageants : après un fort repli ces derniers mois, ceux-ci sont repartis à la hausse : +17,7% en août (en glissement annuel) à 106 000 unités. Bien que ces perspectives soient encourageantes pour le secteur, les ventes totales restent en recul sur l'ensemble de l'année en cours : -15,4% pour l'ensemble des véhicules particuliers et -26,4% pour les VEN.

Le segment des véhicules premium est particulièrement dynamique. A titre d'exemple, selon les données de la CAAM, les ventes d'Audi A6 ont augmenté de 62% sur la période janvier-juillet 2020 par rapport à l'année précédente. Les résultats de Tesla ces derniers mois sont également particulièrement encourageants. A l'inverse, les marques de milieu et bas de gamme rencontrent une demande plus fluctuante.

Dans le même temps, les ventes de véhicules commerciaux ont augmenté de 41,6% à 431 000 unités, tirées par les ventes de camions (+49%) alors que les ventes de véhicules de transport public étaient en baisse (-9,5%).

Cybersécurité : Wang Yi présente une initiative internationale visant à contrer le projet « Clean Network » américain

Le 8 septembre, Wang Yi, Ministre chinois des Affaires Etrangères, a présenté « l'Initiative sur la sécurité des données et le développement numérique », qui aurait ensuite été [évoquée](#) lors de l'entretien téléphonique entre Liu He, vice-premier ministre chinois, et Margrethe Vestager, vice-présidente de la Commission Européenne.

La [proposition chinoise](#) proclame que les parties prenantes doivent s'abstenir de collecter illégalement des données sur les citoyens des pays étrangers, y compris via des portes dérobées installées dans les infrastructures de télécommunications. Cette disposition peut être interprétée comme une volonté de la Chine de rassurer la communauté internationale sur le cas de Huawei, qui fait l'objet de restrictions pour le déploiement de la 5G dans un nombre grandissant de pays. Pour rappel, l'article 14 de la loi chinoise sur le renseignement appelle pourtant « les organisations et citoyens pertinents à fournir le soutien, l'assistance et la coopération nécessaires » aux services de renseignement chinois.



Cette déclaration prévoit également que chaque pays puisse avoir les moyens de garantir la sécurité de ses données mais que les pays signataires devront assurer un environnement cyber ouvert et non-discriminatoire. Pour rappel, la Chine a mis en place en 1996 le « Great Firewall », bloquant l'accès à un grand nombre de sites étrangers (Google, Facebook, médias...).

Cette initiative, qui aurait pris la diplomatie européenne « par surprise », intervient selon Wang Yi en réponse aux actions de certains pays qui « intimident » les autres en matière de stratégie numérique et de cybergouvernance et qui « chassent » certaines entreprises. Ces références renvoient directement au programme américain [Clean Network](#) qui vise à créer une « coalition de partenaires de confiance » (30 pays et territoires l'aurait rejointe [selon le Département d'Etat](#)) dans le but de sauvegarder la « vie privée des citoyens et les informations les plus sensibles des entreprises des intrusions agressives d'acteurs malintentionnés, tels que le Parti Communiste Chinois ». Pour cela, l'administration américaine suggère de créer un écosystème présenté comme sécurisé en ciblant notamment les infrastructures (câbles, réseaux 5G, cloud) ainsi que les logiciels et applications présentées comme non-fiables, principalement d'origine chinoise.

Electronique : d'anciens cadres de la tech chinoise créent un nouveau de soutien au secteur des semi-conducteurs

Un groupe d'anciens cadres issus de plusieurs entreprises technologiques, parmi lesquelles Huawei et Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC) mais aussi Foxconn (Taiwan), a créé un nouveau fonds de capital-risque : China Europe Capital. Selon les informations de [Reuters](#), ce fonds viserait une levée de capital de 5 Mds CNY (620 M EUR). Selon son président Zhang Jun, anciennement employé chez Huawei, ce fonds serait destiné à soutenir le développement en Chine de nouvelles technologies, telles que la 5G, l'intelligence artificielle ou les semi-conducteurs. Selon les propos de Mr Zhang, le contexte de tensions sino-américaines et le découplage technologique à l'œuvre sont des « enjeux de vie ou de mort » et justifient le soutien à l'industrie nationale, et donc le lancement de ce fonds qui contribuerait à la résilience des capacités chinoises.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : publication d'un plan d'action (2020-2025) pour la protection et la restauration des mangroves

Le Ministère des ressources naturelles (MNR) et l'Administration nationale des forêts et des prairies (NFGA) ont publié fin août un plan d'action en matière de protection et restauration des mangroves pour la période de 2020 à 2025. Pris suite à une instruction expresse du Président Xi Jinping visant à protéger les mangroves, le plan d'action vise à réaliser une protection complète des mangroves dans le Zhejiang, le Fujian, le Guangdong, le Guangxi et le Hainan (au sud-est de la Chine). Il est demandé aux autorités de ces cinq provinces, où se trouvent la plupart des mangroves en Chine, de réaliser la rédaction de leur plan d'action local avant le 30 octobre 2020.

Le plan d'action demande d'inclure toutes les mangroves dans le programme de protection des « lignes rouges écologiques » et d'arrêter ainsi progressivement les activités agricoles et la réalisation d'infrastructures dans les zones de mangrove. L'objectif d'ici fin 2025 est de restaurer 9 750 hectares de mangroves existantes et de planter 9 050 hectares, soit une totalité de 18 800 hectares. Les autorités centrales du MNR vont abonder aux budgets prévus par les autorités provinciales afin de soutenir les travaux de restauration et le reboisement des mangroves menés par les gouvernements locaux. Ainsi, 600 M RMB (env. 75 M EUR) seront versés cette année dans des projets relatifs aux mangroves.

Pour mémoire, entre l'établissement de la République populaire de Chine en 1949 et 2000, l'étendue des mangroves en Chine est passée de 50 000 hectares à 22 000 ha. Après vingt ans de politique de restauration écologique, la surface des mangroves atteint actuellement à 28 900 ha, représentant env. 0,2 % des mangroves mondiales.

[Lire le plan d'action complet en chinois](#)

Développement durable : pour la première fois, deux administrations relevant du Conseil des affaires d'Etat vont faire l'objet d'une enquête de l'inspection environnementale

La deuxième phase du deuxième tour de l'inspection environnementale a été lancée par les autorités centrales fin août. Les autorités de Pékin et de Tianjin, la province du Zhejiang, deux entreprises d'Etat (*Aluminum Corporation of China* et *China National Building Material Group*), et deux administrations sous l'égide du Conseil des affaires d'Etat (CAE), l'Administration nationale de l'énergie (NEA) et l'Administration nationale des forêts et des prairies (NFGA), vont faire l'objet d'une inspection. C'est la première fois que des administrations sous l'égide du CAE font ainsi l'objet d'une inspection environnementale dans ce cadre. Selon le porte-parole du Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), la NEA et la NFGA ont été choisies en raison de leur responsabilité importante dans de grands projets environnementaux tels que « la bataille pour la défense du ciel bleu », la protection du fleuve Yangtsé et la restauration écologique du fleuve Jaune. L'inspection entend vérifier si ces administrations intègrent bien le développement écologique et la protection de l'environnement dans l'élaboration des politiques, des réglementations, des normes et des planifications.

Pour mémoire, le mécanisme de l'inspection environnementale a été lancé en juillet 2015 par le *Central Leading Group for Comprehensively Deepening Reforms*, dirigé par M. Xi Jinping. Le siège de l'office d'inspection environnementale est situé au sein du MEE, mais l'inspection environnementale dépend directement du parti communiste chinois (PCC) central et du CAE. Le PCC et le CAE en désignent les chefs de groupe et leurs adjoints, le rôle d'adjoint étant souvent assumé par les vice-ministres du MEE. Lors d'une inspection, les groupes se rendent dans l'administration ou l'entreprise pendant un mois et tiennent une permanence afin de recueillir les dénonciations du public et procèdent ensuite aux sanctions. D'après le Quotidien du peuple, le mécanisme d'inspection

environnementale a prouvé son efficacité au cours de ses cinq années d'existence, « beaucoup de problèmes environnementaux qui étaient auparavant considérés comme impossibles à résoudre ont trouvé une solution ». Dernièrement, une inspection environnementale dans la province du Qinghai a mené au limogeage de deux hauts fonctionnaires (cf. [Brèves de la semaine du 31 août 2020](#)).

Risques industriels : deuxième fuite de pétrole brut d'une usine Changqing en un mois

Le 28 août dernier, un pipeline d'une usine d'exploitation du pétrole de *PetroChina Changqing Oilfield Company* (PCOC) s'est rompu à Yulin dans la province du Shaanxi (centre nord de la Chine). Selon une annonce publiée par le gouvernement local, 76 tonnes d'hydrocarbures ont été déversées, touchant 8,5 kilomètres de rivières et polluant plus de 1 500 m³ d'eau. Plus de 3 000 pompiers ont été mobilisés et le nettoyage a duré une semaine. Des enquêtes sont en cours pour déterminer les origines de la fuite. Cette usine a déjà déploré une première fuite de pétrole le 18 août 2020. Selon les médias chinois, depuis 2014, les pipelines appartenant à PCOC ont déjà été impliqués dans au moins neuf incidents de rupture.

Pour mémoire, le champ pétrolier Changqing, qui se trouve dans le bassin d'Ordos, est le plus grand champ pétrolier chinois en termes de la production annuelle, environ 50 M tonnes.

Aéronautique : Publication du « *position paper* » annuel du groupe de travail de la Chambre de Commerce de l'Union Européenne en Chine

Comme chaque année, le groupe de travail aéronautique de la Chambre de Commerce de l'Union Européenne en Chine (EUCCC) participe au « *position paper* » destiné aux autorités chinoises, leur présentant des centaines de recommandations visant à améliorer l'environnement des affaires des entreprises européennes. Les [principales recommandations pour 2020-2021 du groupe de travail aéronautique](#), communiquées le 10 septembre, reconduisent en partie des propositions déjà évoquées les années antérieures.

Sur les questions de sécurité et de certification des produits aéronautiques, l'année 2020 voit l'entrée en vigueur, longtemps attendue, de l'accord UE-Chine sur la sécurité dans l'aviation (BASA), en instaurant des mécanismes de reconnaissance réciproque des certificats délivrés par l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) et l'Agence de la sécurité aérienne de l'Union européenne (AES) [voir [Brèves hebdomadaires du SER de Pékin - semaine du 31 août au 4 septembre](#)]. Le BASA doit permettre de réduire les duplications, délais et coûts de procédures de certification aéronautiques, tout en améliorant la protection de la propriété intellectuelle pour l'industrie. De même, l'optimisation de la navigation aérienne demeure un enjeu structurant pour le transport aérien, comme le groupe de travail aéronautique de l'EUCCC le rappelle depuis quatre ans, en insistant cette année sur la nécessité d'améliorer en Chine l'interopérabilité des systèmes et des plateformes de données, sur la base de l'expérience européenne en la matière.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, qui affaiblit très fortement le transport aérien depuis le début de l'année 2020, le groupe de travail regrette les [décisions unilatérales prises par la Chine en matière de la limitation des vols internationaux](#). Le groupe demande aux autorités chinoises d'abandonner ces mesures, prises dans l'urgence. Il appelle à un retour à l'application des dispositions des accords de services aériens et, plus largement, à une levée des restrictions pour l'entrée des étrangers en Chine. Certes, la CAAC a également proposé diverses [mesures de soutien aux compagnies aériennes pendant cette période](#), qui ne bénéficient cependant guère aux compagnies aériennes européennes, du fait des multiples contraintes conjoncturelles et réglementaires affectant la reprise des vols internationaux vers la Chine. Le groupe de travail recommande la création d'un comité UE-Chine pour le suivi de la mise en œuvre en Chine des politiques d'aides et d'incitation, dans le but de faciliter les procédures des compagnies aériennes et la reprise des vols.

S'agissant du renforcement de coopération bilatérale, le groupe de travail appelle au lancement d'une nouvelle phase du [Aviation Partnership Project entre l'AESA et la CAAC](#), cofinancé par l'UE et le gouvernement chinois, qui a permis, entre 2016 et juin 2020, d'organiser plus de 80 ateliers réunissant près de 5 000 Européens et Chinois, professionnels de l'industrie et experts des autorités, pour échanger informations, expériences et bonnes pratiques, sur de nombreux sujets réglementaires et technologiques de préoccupations communes. Dans le même esprit d'encouragement au développement de la coopération sino-européenne, le groupe de travail propose, dans ses recommandations annuelles pour 2020, la création de plateformes et dialogues spécifiques en matière d'écotechnologies (énergie solaire, l'énergie, stockage de l'énergie, piles à combustible, carburant durable, captage du carbone, recyclage des matériaux et biomatériaux), complémentaires à la coordination souhaitée et nécessaire, entre l'UE et la Chine, pour la mise en place du régime de compensation et de réduction de carbone dans l'aviation internationale (CORSIA en anglais), promu au sein de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI).

Aéroports : plus d'un milliard de RMB de pertes cumulées au premier semestre 2020 pour Pékin Capital et Shanghai Pudong et poursuite des projets de construction de nouvelles infrastructures dans le pays

D'après les [informations de l'Administration de l'aviation civile de Chine \(CAAC\)](#), au cours du premier semestre 2020, 118 648 mouvements d'aéronefs ont été enregistrés pour l'aéroport de Pékin Capital, soit -59,52 % par rapport à la même période l'an dernier. Cela a représenté 13 M de passagers (-73,58 % en glissement annuel). L'activité fret est également en recul de -39,58 % par rapport à la même période l'an dernier. Au premier semestre 2020, le bénéfice d'exploitation de l'aéroport de Beijing Capital était de 1,98 Md RMB (-63,1 % en g.a) avec une baisse de 72 % des revenus tirés des activités aériennes, contre une baisse de -57,8 % pour les revenus tirés des activités hors aéronautiques. Au total, le bénéfice net est négatif, à -738 M RMB.

Pour l'aéroport de Shanghai Pudong, le bénéfice d'exploitation en S1 2020 s'établissait à 2,47 Mds RMB, en baisse de 54,72 % par rapport à la même période en 2019. Le bénéfice net est en recul de -386 M RMB. Au cours du premier semestre 2020, l'aéroport de Pudong a enregistré 139 061 mouvements (soit -45,6 % en g.a.) pour 12,2 millions de passagers (-68 %). A noter que l'activité fret et courrier était en augmentation de 0,42 % d'une année sur l'autre, tirée par la mise en place de nombreuses opérations tout-cargo (vols réguliers et charters) mises en place pour le transport de matériel médical contre l'épidémie de COVID-19.

Cependant, la construction d'infrastructures aéroportuaires se poursuit. Pour ne mentionner que quelques exemples : le 4 août, Chongqing a annoncé le site pour l'installation du deuxième aéroport de la ville. Les autorités du Zhejiang ont visité le 17 août le site prévu pour l'accueil du Terminal 4 de l'aéroport de Hangzhou, financés à hauteur de 27 Mds RMB, et qui doit être livré pour les Jeux Asiatiques de 2022. Le chantier de construction de l'aéroport de Chengdu Tianfu se poursuit également activement, dans l'objectif d'une mise en service d'ici la mi-2021. Enfin, la Commission nationale du développement et de la réforme a très récemment approuvé le projet d'extension du Terminal 3 de l'aéroport international de Guangzhou Baiyun, avec comme objectif une finalisation de l'ouvrage vers 2025.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

ACTUALITES REGIONALES

Jiangsu : 38 villes sur 100 au classement 2019 des comtés les plus compétitifs de Chine

Publié le 8 septembre, le classement « Rapport compréhensif de compétitivité des villes-préfectures de Chine 2019 » a été établi par le Think Tank de Compétitivité, « *Development Institute of CIIA (China Information Industry Association)* » et « *Beijing Zhongxin Municipal Institute of city Planing & Design* ». Ce classement liste en trois catégories les 100 comtés de ville-préfecture les plus compétitifs de Chine, de Chine centrale et de Chine de l'Ouest. Au niveau national, le Jiangsu est la première province ayant le plus de comtés classés (38) suivi du Guangdong (31) et du Zhejiang (13). L'Anhui est en tête du classement de Chine centrale avec 40 comtés classés sur 100. La compétitivité est calculée selon le développement économique des comtés : sont mentionnés des critères d'évaluation d'échelle économique, de vitalité économique, et de niveau par habitant. Le PIB n'est pas inclus dans les critères d'évaluation.

[Voir le classement](#)

Anhui : création d'un centre de propriété intellectuelle à Hefei

Le 6 septembre a été annoncé l'approbation de l'Office national chinois pour la création d'un centre de protection de la propriété intellectuelle à Hefei, capitale de l'Anhui. En coopération avec les centres déjà implantés ailleurs dans le delta du Yangtsé (Shanghai, Nankin, Ningbo...) ce centre aura pour rôle de favoriser une innovation régionale dynamique et le développement d'industries de haute qualité, notamment par le raccourcissement de procédure d'attribution de brevets (de 30 à 10 mois pour un brevet d'invention général). La création de ce centre dans l'Anhui contribue à consolider une dynamique déjà lancée de « rattrapage » technologie et industriel pour cette province, dernière en termes de PIB au sein du delta du Yangtsé (Anhui, Jiangsu, Shanghai, Zhejiang).

[Voir l'article de The Paper](#)

Zhejiang : la ville de Jiaying signe 40,5 Mds CNY d'investissements

Présidée par le maire de Jiaying, la 6^{ème} foire économique internationale a permis la signature de 33 grands projets pour un montant total de 40,5 Mds CNY d'investissement. Deux projets présentent plus de 10 Mds CNY d'investissement chacun : le projet d'emballage et de test de semi-conducteurs menés par le groupe Ningbo Industrial City Group avec 10,8 Mds CNY, et le projet de construction de centre commercial de China Resources Land (montant non spécifié). D'autres événements ont eu lieu en parallèle de la foire économique, comme l'inauguration du centre de recherche et production pour cuisine du groupe Panasonic avec un investissement total de 40 M USD. 5^{ème} ville-préfecture du Zhejiang en termes de PIB (sur un total de 11) mais 3^{ème} en termes de valeur ajoutée de production industrielle en 2019, la ville de Jiaying est située au sud-ouest de Shanghai et est reliée à Shanghai en moins d'une demi-heure par un train à grande vitesse.

[Voir l'article du Shanghai Observer](#)

Pékin : des tests de véhicules autonomes sont ouverts au grand public à Pékin

Depuis le 10 septembre 2020, les habitants de Pékin peuvent également tester la conduite autonome. Les utilisateurs dans les zones de Yizhuang et Haidian à Pékin peuvent prendre rendez-vous via le site web officiel d'Apollo Go ou via Baidu Maps pour tester la conduite autonome. Actuellement, plus de 200 portions de routes d'essai sont ouvertes pour la circulation autonome à Pékin, soit près de



700 kilomètres. Baidu Apollo est la seule entreprise autorisée à fournir ses services. Auparavant, l'entreprise avait initié des projets à Changsha (Hunan) et à Cangzhou (Hebei).

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

Les mesures de distanciation sociale sont de nouveau prolongées, jusqu'au 17 septembre avec l'assouplissement de 3 mesures à partir du 11 septembre : 4 personnes au lieu de 2 sont autorisés pour tout rassemblement public ; 4 convives par table au lieu de 2 dans les restaurants (et maintien de la réduction de 50% de la capacité et fermeture à 22h pour la consommation sur place) ; réouverture des lieux culturels, musées et salles de mah-jong. Toutes les autres mesures sont reconduites outre celles aux frontières (port du masque dans les lieux publics, fermeture des plages, bains publics, bars, discothèques, karaokés, salles de réception privées et piscines). La réouverture des parcs à thème et des centres d'exposition est envisagée pour le 18 septembre si la situation le permet.

Le ministre du commerce Edward Yau Tang-wah a annoncé la possibilité de créer des « bulles de voyage » avec 11 pays pour lesquels il n'y aurait plus de quarantaine à l'arrivée : l'Australie, la France, l'Allemagne, le Japon, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Corée du Sud, la Suisse, la Thaïlande et le Vietnam.

La HKMA demande aux banques de prolonger de nouveau de 6 mois, jusqu'en avril 2021, le délai de remboursement du principal des prêts à compter de novembre, sauf pour les crédits commerciaux (*trade loan*) qui bénéficieront d'un report de trois mois. Le dispositif de report des remboursements mis en place en avril, s'applique aux entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 103 M USD. Fin juillet les banques avaient approuvé 43 000 demandes pour un montant de 68 Mds USD. 104 des 162 banques de Hong Kong mettent en oeuvre le dispositif. Le secteur du commerce de détail réclamait cette mesure face à la chute de leurs revenus provoquée par l'introduction par le gouvernement mi-juillet de mesures drastiques pour contrer la 3^{ème} vague de contamination.

Tonnage de marchandises en recul au port de Hong Kong : alors que le tonnage de marchandises traité par le port de Hong Kong avait augmenté de 1,8% en 2019 à 263,3 M tonnes, les résultats ont chuté de 2,9% au 1^{er} semestre 2020 à 124,6 M tonnes. Le fret entrant a progressé de 6,4% à 86,7 M tonnes mais le fret sortant a chuté de -19,1% à 37,9 M tonnes.

Transport : la Cour d'appel de Hong Kong a rejeté le 1er septembre le dernier recours en appel de 24 chauffeurs Uber qui ont été reconnus coupables de transport illégal de passagers à des fins de location. Uber Hong Kong opère depuis six ans mais sans autorisation (14 000 chauffeurs Uber travaillent illégalement) face à la forte résistance de l'industrie des taxis, qui compte 18 163 chauffeurs. Uber avait annoncé le déplacement de son siège Asie-Pacifique à Hong Kong en mai dernier mais a décidé de le laisser à Singapour en juillet.

Immobilier : le gouvernement américain a vendu un complexe résidentiel qu'il détenait depuis 1948. Hang Lung Properties, dirigé par le milliardaire Ronnie Chan, a remporté l'appel d'offres lancé en mai dernier pour 330 M USD. Hung Lung a déclaré qu'il réaménagerait le site en plusieurs maisons individuelles de luxe d'ici 2024 avec un investissement de 520 M USD. Le prix de vente de 75 188 USD/m² s'est établi à 20% de moins que la valorisation du marché et à 38% de moins qu'une vente réalisée à proximité, en juillet 2018, au conglomérat chinois public China Resources.

HSI communique sur les performances RSE des entreprises et met à disposition des rapports sur chacune d'entre elles : l'indice Hang Seng (HSI) lance une section sur son site internet dédiée à la communication d'informations sur les performances en termes de RSE des 200 entreprises couvertes, dans chacun des 7 domaines de de la Hong Kong Quality Assurance Agency (HKQAA) : environnement,

droits de l'homme, travail, consommateurs, pratiques équitables (*fair operating practices*), implication et développement des communautés, gouvernance d'entreprise. Un rapport sur chaque entité est également mis à disposition incluant qu'une comparaison avec les entreprises du secteur et une note attribuée de D à AAA.

Pour mémoire, depuis mai 2019, HSI gèrent trois indices RSE : HSCEI ESG Index ("HSCEESG") qui combine l'indice des entreprises chinoises Hang Seng China Enterprises Index ("HSCEI") avec les initiatives qu'elles ont pris en matière d'ESG en appliquant les critères de la Hong Kong Quality Assurance Agency, un indice HSI ESG Index ("HSIESG") qui suit toutes les entreprises de l'indice HSI et un Hang Seng ESG 50 Index pour les 50 premières capitalisations.

Possible extension du *Stock Connect* : Fang Xinghai, vice-chairman de la CSRC China Securities Regulatory Commission a annoncé le 6 septembre l'extension prochaine du *Stock connect* avec Hong Kong pour permettre aux investisseurs étrangers d'accéder davantage au marché chinois.

L'indice HSI a intégré lundi 7 septembre Alibaba Group Holding, Xiaomi et WuXi Biologics. Cette évolution du HSI suit le lancement du Hang Seng Tech Index le 29 juillet dernier qui regroupe 30 entreprises de la tech listées à Hong Kong et confirme le positionnement de Hong Kong dans le domaine des valeurs technologiques. Cette évolution a été rendue possible par l'autorisation de se lister à Hong Kong donnée aux entreprises à droit de vote double en 2018 : 99 entreprises de la tech et biotech, principalement chinoises, ont depuis émis des actions à Hong Kong. Fin août, ces nouvelles actions représentaient 23% de la capitalisation totale de la bourse de Hong Kong et 15% du volume moyen quotidien. Goldman Sachs estime que la modification du HSI et l'introduction de nouveaux indices devraient générer des flux passifs entrants de 25 Mds USD au cours des 5 prochaines années. Toutefois Alibaba, JD.com et Netease ne sont toujours pas accessibles via le *Stock connect* qui exclue à ce stade les quotations secondaires réalisées à Hong Kong (leur quotation principale est aux Etats-Unis).

Suite à la chute du Nasdaq sur les valeurs technologiques, le Hang Seng Tech Index a chuté de 4,6% en début de semaine et le HSI de 0,4% : Alibaba a chuté de 3,1%, Xiaomi de 1,4% et WuXi Biologics de 3,6%. Le cours des actions de SMIC, Semiconductor Manufacturing International Corp., qui est inclus dans le Hang Seng Tech Index, a chuté de 23% le 7 septembre, suite aux rumeurs de possibles sanctions américaines à son encontre.

24 entreprises dont Ant Group ont déposé des dossiers auprès de la bourse de Hong Kong depuis le 1^{er} août. Yum China et Nongfu ont finalisé leurs opérations cette semaine et levé à eux deux plus de 3 Mds USD : **L'IPO de Nongfu, leader chinois de l'eau en bouteille, est un succès :** Nongfu a levé 1,1 Mds USD depuis son introduction le 8 septembre. La demande de la part des investisseurs institutionnels a atteint 60 fois les actions offertes et celle des particuliers 1 147 fois. **Yum China, opérateur de KFC, Taco Bell et Pizza Hut en Chine (10 000 points de vente) a levé 2,2 Mds USD** suite à son introduction secondaire à la bourse de Hong Kong le 4 septembre.



MACAO

Les dépôts bancaires à Macao des résidents ont augmenté de +6,8% à 86,7 Mds USD en juillet en glissement annuel et des **non-résidents de +22,5% à 40,6 Mds USD**. Le total des dépôts dans le secteur bancaire a augmenté de +0,3% par rapport à juin à 160,3 Mds USD.

Transport : le gouvernement de Macao a annoncé le 9 septembre la construction de la ligne est du métro léger de Macao qui sera sous terraine. La ligne de 7,65 km avec six stations reliera l'aéroport, le terminal de ferry de Taipa et le pont Hong Kong-Zhuhai-Macao et la frontière avec la Chine Border Gate. Le coût du projet est estimé à 252 M USD. Les travaux d'étude et consultations préparatoires devraient s'achever fin 2021.

Retour au sommaire ([ici](#))

TAIWAN

Fintech : le nombre d'utilisateurs des paiements électroniques augmente de près de 75% en un an pour atteindre les 10 M

Selon la Commission de Supervision Financière (FSC), [le nombre d'utilisateurs des paiements électroniques](#) a fortement augmenté ces derniers mois pour atteindre en juillet dernier près de 10 M. En juillet 2020, le montant total des transactions a augmenté de près de 40% par rapport à juillet 2019 pour atteindre 5,2 Mds TWD (151 M €). S'agissant des plateformes, deux acteurs sortent du lot avec plus de 50% de parts de marché : [JKOPAY](#) (paiements, assurances, stocks, livraisons, taxi...) avec plus de 3 M d'utilisateurs et 120 000 magasins connectés, suivie de iPASS (Line Pay Money) avec 2,5 M utilisateurs. [La FSC note](#) que les consommateurs taiwanais privilégient néanmoins toujours l'utilisation des cartes de crédits (362, 6 Md TWD soit plus de 10 Mds € de transaction en juillet), les plateformes électroniques étant jusqu'ici plutôt utilisées dans le cadre de services à faibles montants.

Commerce extérieur : forte progression de l'excédent commercial sur les huit premiers mois

Selon [les statistiques](#) du ministère des Finances, les exportations et importations taiwanaises [atteignent des records](#) au mois d'août, respectivement 31,1 Mds USD (+8,3%) et 24,7 Mds USD (+8,5%). Les restrictions sur Huawei, les mesures de déconfinement dans le monde, le développement de la 5G et la sortie des nouveaux modèles de smartphones ont eu pour effet de booster les exportations taiwanaises. Sur les importations, en dehors des produits électroniques (mémoires), [les équipements pour l'industrie du semi-conducteurs et les voitures](#) (notamment véhicules allemands) enregistrent un vrai regain.

Sur les huit premiers mois de l'année 2020, les exportations taiwanaises s'établissent à 217,3 Mds USD, en hausse de +1,5%, notamment vers la Chine (93,8 Mds USD, soit +12%, y/c Hong Kong), les Etats-Unis (31,9 Mds USD, +6,2%) et le Japon (15,3 Mds USD, +1,1%) ; elles accusent une baisse vers l'ASEAN (33,8 Mds USD, -5,1%) et l'Europe (18 Mds USD, -9,7%). Les produits électroniques restent le principal secteur d'exportation de l'île (84,1 Mds USD, +19,4%). Parmi les autres secteurs de l'industrie taiwanaise, les produits de télécommunication progressent (+12,9% à 30,5 Mds USD) alors que les produits métallurgiques baissent (16,3 Mds USD, -12,7%) ainsi que les machines (14 Mds USD, -11,2%) et les plastiques (13,2 Mds USD, -13%). La Chine reste la première destination des exportations taiwanaises avec 43,2% du total.

Les importations taiwanaises représentent 184,2 Mds USD, -0,1% par rapport à la même période de 2019 ; celles des produits électroniques (43,9 Mds USD, +15,8%), des machines et équipements (20,4 Mds USD, +2%) et des produits de télécommunication (12,9 Mds USD, +23,5%) progressent, mais les importations de produits minéraux (23,7 Mds USD, -29,4%) et de produits chimiques (17,4 Mds USD, -3,1%) diminuent. La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taïwan (22,1% du total, +9,1%), suivie du Japon (16,1%, +6%), des pays d'ASEAN (12,8%, +5,9%), de l'Europe (12,3%, -1,3%) et des Etats-Unis (11,5%, -7,2%). Au final, l'excédent commercial de Taïwan atteint 33,1 Mds USD et progresse de 11,9% par rapport à la même période en 2019.

Plan national de développement des infrastructures : rééquilibrage des dépenses en faveur du numérique

Le National Développement Council vient d'annoncer [la deuxième phase de 4 ans du plan d'infrastructures](#) : pour mémoire, ce plan d'investissement qui couvre une période de 8 ans (2017 – 2025) bénéficie d'un budget de 840 Mds TWD (24 Mds €) déployé dans un premier temps sur 5 volets (infrastructures de transport, d'eau et d'assainissement, urbaines et rurales, digitales, et les énergies vertes) auxquels 3 volets viennent d'être ajoutés (sûreté alimentaire, la natalité et la formation). Le parlement avait voté une première enveloppe de 330 Mds TWD (10 Mds €) sur 4 ans, la seconde enveloppe de 510 Mds TWD (14 Mds €) devant être affectée sur une période allant de 2021 à 2025. Sur la deuxième phase du plan, le NDC semble avoir revu sa copie, et diminué la part des investissements dans [les infrastructures ferroviaires de 50%](#), de 424 à 190 Mds TWD (soit 5,5 Mds €) au grand dam de la municipalité de New Taipei City, mettant selon elle en péril l'équilibre financier de plusieurs projets de tramway (Bali, Wutai, Shenkeng) et de ligne de métros (Hsi-Min). Le ministre du NDC, KUNG Ming-hsin, a expliqué pour sa part que [les services digitaux](#) prenaient de l'ampleur avec le développement notamment des infrastructures 5G, le secteur de l'AI et des semi-conducteurs, l'enveloppe triplant pour atteindre 138 Md TWD (4 Mds €). Les dépenses affectées au développement urbain et des campagnes augmentent également de manière sensible avec une enveloppe qui passe de 137 à 243 Mds TWD (7 Mds €). Cette nouvelle répartition du budget dédié aux infrastructures répond aux priorités annoncées le 20 mai dernier par la présidente Tsai Ing-wen, lors de la cérémonie d'investiture de son deuxième mandat, en faveur de l'intelligence artificielle (AI) et de l'Internet des objets (IOT).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Christine Zhang, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet